

66

**LE MOUVEMENT
DE LIBERATION EN
ANGOLA
FACE A LA
CONTRE - OFFENSIVE NEO-COLONIALISTE**

par le

Docteur AMERICO BOAVIDA

FEVRIER - 1966

LUCIO LARA

**LE MOUVEMENT
DE LIBERATION EN
ANGOLA
FACE A LA
CONTRE - OFFENSIVE NEO-COLONIALISTE**

par le

Docteur AMERICO BOAVIDA

FEVRIER - 1966

Présentation

4 février 1966 ! Cela fait exactement cinq ans que la Révolution du peuple de l'Angola contre le colonialisme portugais, a été déclenchée par les patriotes du Mouvement Populaire de Libération de l'Angola (M.P.L.A.), afin de libérer leur pays de la féroce dictature coloniale, du plus rétrograde des colonialismes.

Durant ces cinq années, ce peuple africain frère a supporté avec abnégation le déchaînement de la barbarie d'une répression inhumaine, et y a courageusement fait face derrière les meilleurs de ses fils qui luttent les armes à la main, pour libérer leur Patrie et lui donner la place à laquelle elle a droit dans le concert des Nations.

L'admirable volonté de lutte du peuple angolais aurait pu avoir raison depuis longtemps du colonialisme portugais, si celui-ci n'avait bénéficié du soutien puissant et multiforme de ses alliés et complices du Monde dit « Libre », c'est-à-dire des puissances impérialistes, Etats-Unis et tête. Cela se conçoit et s'explique lorsqu'on est mis en présence du mécanisme mis en place ces dernières années en Angola par le capitalisme international, qui s'est jeté voracement sur les richesses de ce pays afin de les pomper au maximum, derrière la protection d'une armée de reconquête coloniale.

Précisément, le grand mérite de cette étude du Dr. Boavida, est d'avoir jeté une vive lumière sur cet aspect des réalités angolaises actuelles, et de nous rappeler par là-même, ne fût-ce qu'indirectement, que le combat du peuple angolais est aussi le nôtre, que nos ennemis sont les mêmes, et que nous devons renforcer notre unité et notre solidarité face à l'adversaire commun : l'impérialisme sous son visage colonial ou néo-colonial.

Puisse la publication de cette étude d'un grand militant du MPLA (qui est en même temps un médecin de grande valeur) servir à nous rappeler nos devoirs de solidarité à l'égard du peuple angolais.

Abdel Aziz BELAL

Le Mouvement de Libération Nationale a fait son irruption en Angola avec les événements sanglants du 4 février 1961. Après la panique qui a pris les Portugais, la contre - offensive colonialiste ne s'est pas fait attendre.

Dans l'étude qui va suivre, nous esquissons rapidement les aspects dominants de cette contre-offensive et la force de la prise de conscience des masses africaines au sein du Mouvement de Libération Nationale qui couvre le pays dans son ensemble.

PANORAMA INDUSTRIEL DU PAYS

La contre-offensive colonialiste en Angola, reflète la préoccupation du grand capital industriel et financier de s'assurer non seulement le contrôle des investissements déjà réalisés, mais aussi de garantir sa continuité.

Désireux de lier les intérêts coloniaux portugais avec les intérêts néo-colonialistes des grandes puissances occidentales, le Gouvernement de Lisbonne, en vue de mater le mouvement irréversible de libération nationale, offre en bail toutes les richesses de « ses provinces d'outre-mer » aux appétits les plus inavouables.

Des négociations ont été entamées entre le groupe Krupp de l'Allemagne fédérale et le Gouvernement de Lisbonne, pour le financement de 40 millions de dollars pour l'exploitation du minerai de fer de Cassinga. (1)

(1) Le 9 novembre 1965, Alfried Krupp, Président de la « Fried Krupp-Essen », est arrivé à Luanda, en compagnie du comte Ahlefeldt et du directeur général de la Krupp en Angola, pour une visite de deux semaines au complexe minier de Cassinga. — in Actualidade Economica, ano 1, n° 10 — Luanda, Novembre 1965.

Sous couvert de la Banque du Japon, un groupe industriel nippon va promouvoir des investissements s'élevant à 120 millions de dollars.

Le groupe sidérurgique nippon-américain Yamata Iron et Steel Co est en train de négocier avec la Compagnie Minière du Lobito un contrat pour la fourniture d'un million de tonnes de minerai de fer par an, pour une durée de six ans.

La Diamang — monopole anglo-belgo-américain pour l'exploitation des diamants — a élevé, pendant l'année 1964, sa production, au chiffre record de 1.149.068,24 carats.

Bien sûr, tout cet « essor économique et financier » ne profite qu'aux grands capitalistes portugais et monopolistes étrangers qui exploitent le pays. Les intérêts de classe des petits colons, de la petite bourgeoisie africaine de société coloniale, et des « indigènes » restent en marge de cette activité économique.

LA SITUATION AGRICOLE

La lutte entre les Compagnies concessionnaires pour les produits de plus grande concurrence dans le marché mondial, nous offre aussi des indications précieuses.

L'Angola a exporté pendant l'année 1964, 138.700 tonnes de café, au total, pour 95.300.000 dollars ; 57.200 tonnes de sisal ; un total de 5.860.000 dollars de farine de poissons ; et 5.730.000 dollars de maïs ; etc.

Un vaste plan de développement, le « II^e Plan de Développement pour la Province de l'Angola », est en cours, dont le montant des dotations pour l'année 1964 s'est chiffré par 23.260.000 dollars.

APERÇU FINANCIER

Le panorama financier est dominé par l'afflux des capitaux « métropolitains » et étrangers, en raison des facilités chaque jour plus grandes, accordées par le Gouvernement de Lisbonne aux capitalistes et financiers portugais et internationaux.

Le commerce extérieur de l'Angola dans l'ensemble de l'année 1964 est évalué à environ 350 millions de dollars.

Au mois de mai 1965, les statuts d'une nouvelle banque, la Banque de Crédit Commercial et Industriel, à capitaux portugais et internationaux de 5 millions de dollars ont été enregistrés à Lisbonne.

La Banque de l'Angola — banque d'émission de la colonie — a

été autorisée à augmenter son capital jusqu'à 9.160.000 dollars. La valeur des billets mis en circulation par la Banque de l'Angola à la fin du mois de décembre 1964 a atteint 91.332.800 dollars, chiffre qui représente une augmentation de 10,3 pour cent, par rapport à l'année 1963.

Au 31 décembre 1964, la Banque a déclaré 10.524.500 dollars de profits liquides. A travers les seules opérations de crédit autorisées par les Décrets n. 44.359, du 23-5-1962, et 44.429, du 29-6-1962, la Banque de l'Angola a réalisé un profit d'environ 830.000 dollars, par le Prêt Interne d'Amortissement.

Pendant la même année, la Banque Commerciale de l'Angola (prolongement en Angola de la Banque Portugaise de l'Atlantique) a présenté un solde de 630.700 dollars, et 3.450.000 dollars de recettes générales, soit 18 pour cent environ du profit annuel liquide.

Et, tout dernièrement, pour augmenter encore la dépendance de la colonie vis-à-vis des capitalistes portugais et des monopolistes internationaux, le Gouvernement de Lisbonne a promulgué un Décret autorisant à « tout organisme bancaire, l'installation de dépendances ou de filiales dans les territoires d'outre-mer en interdisant formellement la constitution de banques aux capitaux angolais ou mozambicains ».

L'INSTABILITE SOCIALE, POLITIQUE ET MILITAIRE EN ANGOLA

Cependant, la situation sociale, politique et militaire ne fait que s'aggraver à l'intérieur même du pays. Dans la crainte d'une infiltration de guerrilleros et de militants chargés de coordonner la lutte avec les nationalistes organisés dans les villes et à la campagne, les colonialistes portugais et ses partenaires protègent les frontières de l'Angola avec le Congo (Brazzaville), le Congo (Léopoldville) et, tout récemment, avec la Zambie, par un appareil policier et militaire spectaculaire.

L'agitation sociale est grandissante dans les villes de Luanda, Malange, Nova Lisboa, et Benguela, et dans les régions secouées par des opérations militaires, au nord de l'Angola. — plus de 150.000 km² de superficie, dans un étendue territoriale qui se prolonge de Maquela do Zombo (sur la frontière congolaise) au Ucuca (à environ 85 km de la capitale).

A la fin de l'année 1964, on a annoncé la faillite des hôtels de Luso (Moxico), et en 1965 celle des hôtels Belmonte et Girão à Silva Porto (Bié). La faillite de nombreuses entreprises industrielles et commerciales a été aussi déclarée.

La fameuse « Campagne de Récupération Psycho-Sociale », présentée par la propagande colonialiste avec éclat, s'avère infructueuse. A l'exception de quelques opportunistes, les autorités portugaises se rendent compte non seulement de l'inefficacité de leur action au sein des masses africaines, mais aussi du ridicule dans lequel elles tombent.

La situation est si grave qu'à l'occasion de l'inauguration du nouveau siège de l'Association des Originaires d'Angola (Associação dos Naturais de Angola) — Anangola — au mois d'août dernier, à Luanda, le Gouverneur Général, lui-même, a déclaré « qu'il se verrait dans l'obligation d'interdire le fonctionnement de toutes les associations africaines, en raison de leurs activités subversives ».

Les emprisonnements arbitraires, le régime de terreur colonialiste et les jugements en masse, contribuent, d'autre part, à augmenter cette instabilité politique et sociale.

Le 3 juillet 1965, un tribunal militaire a prononcé, en séance de nuit de nouvelles sentences contre des Africains, accusés d'« activités subversives ». Les peines infligées vont jusqu'à cinq ans et six mois de prison cellulaire avec suspension des droits politiques pour quinze ans.

Tout cela, ajouté à une propagande de fanfaronnades et des exploits politiques et diplomatiques (2) proclamés impunément par la presse et la radio, aggrave la tension dans le pays. L'agonie coloniale portugaise, pourtant, est patente aux yeux de la population africaine et européenne, et des observateurs étrangers.

(2) La diplomatie portugaise manœuvre en utilisant tous les arguments : historiques, sentimentaux ; lamentations et larmes de ses ambassadeurs ; sollicitations et offres à des grandes dames influentes ; décorations, visites, fêtes — enfin, les recours destinés à une pauvre classe moyenne réactionnaire qui s'émeut dans son ignorance, et se plie devant les falsifications historiques de quelques « intellectuels achetés » —. La politique Extérieure Indépendante du Brésil : Un bilan — in Revue CIVILIZACAO BRASILEIRA, année 1, Mars 1965, p. 59.

La vie est devenue de plus en plus difficile, même pour ceux qui ont cherché les colonies pour fuir la misère du Portugal. Le coût des denrées alimentaires a augmenté, depuis 1956, de 24 pour cent, et le coût général de la vie, de 15 pour cent, selon les chiffres officiels. Pour un indice base 1938 = 100, le coût de la vie a baissé, entre 1954 et 1963, de 413 à 332 pour la ville de Uige.

Mais à Luanda, et pour la même période, 1954/1963, le coût de la vie a augmenté de 308 à 460, etc. Ce fait trouve son origine dans l'afflux des colons de l'intérieur du pays vers les zones de « plus de sécurité », et par l'arrivée massive de nouveaux contingents militaires... et de leurs familles.

En outre, malgré l'élargissement du système préférentiel de la zone « escudo » (les Portugais ont créé, en 1962, un marché commun de la zone «escudo»), la monnaie - l'escudo angolais - souffre d'une dévaluation progressive. En effet, l'escudo angolais ne vaut en « métropole », officiellement, que 25 à 30 pour cent de l'escudo portugais. Les transferts vers le Portugal, lui-même, sont chaque jour plus difficiles, voir impossibles, pour les petits blancs et la petite bourgeoisie de société coloniale.

A Luanda seulement où l'administration coloniale n'arrive plus à absorber le nombre de soldats de l'armée colonialiste « libérés » de leur service militaire, ni les petits colons civils qu'abandonnent les Colonats de Peuplement Blanc dans la campagne (vallée de Cuanza-Bengo, Cela, Cunene) — il y a plus de dix mille chômeurs sur une population européenne de 150.000 à 180.000 habitants. Et, les vendeurs ambulants, les cirEURS, les « besugos » (3) ont fait leur apparition dans les grandes villes. Hérésie impossible à admettre il y a quelques années !!

Enfin, la psychose de sauvegarder et de protéger la population européenne dans les villes, apporte à toute la population la mesure réelle de la force des Mouvements politiques, et en particulier de l'action politico-militaire du MPLA auprès des masses africaines.

La capitale est entourée d'une protection de barbelés et de postes de garde militaires, de 250 à 250 mètres. Et, parallèlement à cette protection de barbelés, la ville est parcourue par une auto-route militaire, patrouillée en permanence par des jeeps militaires. Toute cargaison et toutes personnes — qui que ce soit — qui rentrent ou qui sortent de la ville sont minutieusement fouillées.

(3) Nom donné aux nouveaux venus, par les anciens colons.

Les « villes » sont interdites aux « indigènes » à partir de 9 heures du soir.

LA SOLIDARITE DES PAYS AFRICAINS AVEC LES MOUVEMENTS DE LIBERATION

Les Mouvements de Libération Nationale dans les colonies portugaises, bénéficient de la solidarité des pays africains. Malgré les difficultés éprouvées par la plupart d'entre eux, les pays africains, quel que soit leur choix ou leur option politique, soutiennent résolument, dans la mesure de leurs possibilités, la lutte héroïque des peuples des colonies portugaises.

Soit à travers leur organe suprême — l'Organisation pour l'Unité Africaine (O.U.A.) — soit à travers des prises de position unilatérales, les pays africains déploient une action positive en vue d'accélérer la libération des territoires sous domination coloniale portugaise.

Il faut toutefois rendre hommage à certains Organismes et deux ou trois Gouvernements africains qui sont plus conséquents dans leur soutien politique et dans leur aide matérielle aux mouvements et partis politiques qui luttent pour la libération du dernier bastion du colonialisme en Afrique.

C'est ainsi que le Comité de Coordination pour la Libération de l'Afrique, réuni en session extraordinaire à Dar-Es-Salam les 24 et 25 novembre 1964, a décidé d'apporter une aide technique et matérielle au Mouvement Populaire de Libération de l'Angola (MPLA), pour faire échec aux agissements impérialistes en Angola.

La République du Congo (Brazzaville) a rompu, le mois d'août dernier, ses relations diplomatiques et commerciales avec le Portugal, rupture, qui comprend l'interdiction du survol de l'espace aérien du territoire congolais par des appareils portugais ; l'interdiction aux bateaux portugais de mouiller dans les eaux et les ports congolais ; défense d'importer des marchandises d'origine portugaise ; etc., etc..

Nous voulons ajouter ici une contribution non moins positive au développement de la lutte dans les colonies portugaises : la solidarité de toutes les forces progressistes du monde.

LE CONCERT IMPERIALISTE DANS L'AFRIQUE AUSTRALE

La contre-offensive neo-colonialiste se fait particulièrement sentir dans le concert impérialiste en Afrique australe. Les puissances ayant des intérêts économiques dans cette région du monde, et les

gouvernements des minorités européennes de la Rhodésie, de l'Union Sud-Africaine et du Portugal (à travers le Mozambique et l'Angola), se sont rassemblées dans un front uni contre les Mouvements de Libération, non seulement en Angola, mais aussi au Mozambique, en Rhodésie et au Sud-Ouest Africain.

La Belgique concède au Premier Ministre de son ancienne colonie, comme aide non remboursable, la somme annuelle d'environ 16 millions de dollars ! L'Union Minière du Haut Katanga a donné au Premier Ministre du Gouvernement de Leopoldville, un chèque d'un montant de 92 millions de francs belges « concernant les dividendes de cette Société jusqu'au mois d'octobre 1964 ».

On a constitué à Johannesburg, avec des capitaux sud-africains rhodésiens et portugais, au montant de 2 millions de rands, la Banque of Lisbon and South Africa, ayant comme actionnaires la Banque Nationale d'Outre-Mer (B.N.U.) de Lisbonne, la Banque de l'Angola, la Banque Commerciale de l'Angola et la General Mining and Finance Corporation (U.S.A.).

LA POLITIQUE RACIALE DES GOUVERNEMENTS DES MINORITES EUROPEENNES

La contre-offensive neo-colonialiste encourage la politique de névrose raciste des Gouvernements des minorités européennes de l'Afrique australe. Selon le journal américain « U.S. News et Word Report », (...) L'homme blanc est en train de gagner sa bataille pour maintenir sa suprématie au Sud du continent africain ; les gouvernements blancs du Sud de ce continent resserrent les rangs ; ils ignorent les critiques des Nations Unies ou de quiconque. Par exemple l'Afrique du Sud a signé un accord d'aide mutuelle avec le Portugal, qui concerne les investissements et pour augmenter son aide financière à la Rhodésie ».

Le Gouvernement Rhodésien, pour sa part, est fermement décidé à répondre par des nouvelles mesures de rétorsion contre les Africains, à la vague d'indignation qu'a soulevée sa déclaration unilatérale d'indépendance. Parmi ces mesures, « dont le détail ne peut être révélé sous peine de nuire à l'intérêt national, — pourrait figurer l'expulsion du territoire rhodésien d'un demi-million d'Africains ». Et il cherche à intensifier l'immigration européenne de façon à augmenter la population blanche du pays jusqu'à plus d'un million d'habitants dans le délai de dix ans, — selon les déclarations du ministre de

l'immigration, au mois de mai 1964, à Salisbury. Car, a déclaré le **Premier Ministre sud-Rhodésien** « notre position est la même que celle de l'Afrique du Sud... Nous sommes une petite unité du même ensemble ».

La politique « multiraciale » portugaise dans les territoires sous sa domination en Afrique australe, n'est pas moins raciste. Après cinq siècles de « mission civilisatrice en ANGOLA » seulement 0,49 pour cent d'« assimilados » profitent des privilèges et des avantages d'une législation qui « s'aligne sur les pratiques les plus virulentes de l'apartheid » .

CONCLUSION

Il ressort donc, que le **Mouvement de Libération Nationale en Angola** fait face non à un seul colonisateur, mais à un groupe de colonisateurs. L'Angola subit, en réalité, un colonialisme collectif.

Cette coalition a facilité, les agissements du gouvernement portugais pour se maintenir en Angola. Toutefois, les « Droits » acquis en Angola par les partenaires du Portugal, les mettent, dans l'étape actuelle, en contradiction avec le système colonial portugais, lui-même.

En effet, les intérêts économiques et financiers de ces pays en Angola, exigent des rapports nouveaux, en fonction desquels est indispensable un climat que — nous venons de le voir — les autorités portugaises ne sont plus en mesure de leur assurer.

Ils se voient alors, bon gré mal gré, dans la nécessité de dialoguer avec le **Mouvement de Libération Nationale**.

..Un seul facteur retarde, cependant, ce dialogue : la division du nationalisme angolais.

A. BOAVIDA

